

Le Moyen-Orient : Organisation spatiale et contraintes géopolitiques 1970-2000

Mutin Georges
Professeur émérite de Géographie

Institut d'Etudes Politiques de Lyon

GREMMO

Sommaire

- Une région en crise : facteurs d'évolution
 - La situation géographique est remarquable.
 - La région vient de connaître un spectaculaire accroissement démographique
 - Un ensemble géopolitique particulièrement complexe, lourd de menaces qui peuvent se combiner à des degrés divers et variables selon les époques.
 - Une zone de conflits
 - Les enjeux pétroliers
 - L'idéologie islamiste.
 - La mobilisation des eaux et la question alimentaire
 - Les effets induits par l'économie pétrolière
 - La sécurité des transports et le nouveau tracé des oléoducs
 - Urbanisation accélérée et chantiers du pétrole
 - La mise en place d'un vaste espace migratoire
 - Les nuances régionales
 - Tensions et conflits : le prix à payer

Texte intégral

De l'Egypte à l'Afghanistan, le Moyen-Orient, s'étend sur plus de 8 millions de km² répartis très inégalement entre 17 entités territoriales (16 Etats plus les Territoires Autonomes palestiniens). Cet ensemble dont les limites ne souffrent pas de contestation au sein de l'école géographique française est loin d'être homogène et en première analyse il convient de distinguer entre trois aires géoculturelles : le Moyen-Orient arabe, l'aire géoculturelle turque et l'aire persane qui d'ailleurs déborde assez largement des limites que nous venons d'évoquer en Asie Centrale.

Une région en crise : facteurs d'évolution

Au cours de la deuxième moitié du xxe siècle, le Moyen-Orient a été la région du globe qui a connu l'histoire la plus tourmentée. Les facteurs de crises y sont très nombreux et permanents, des conflits restent parfois sans règlement depuis des décennies. Les évolutions économiques, sociales, géopolitiques se sont traduites par de profondes et fragiles mutations spatiales. Un certain nombre de facteurs se combinent pour rendre compte d'une situation complexe. Sans tomber dans une fastidieuse énumération, il est essentiel de les rappeler ne serait-ce que brièvement.

La situation géographique est remarquable.

L'isthme moyen-oriental est un carrefour, un contact entre les trois masses continentales de l'Afrique, de l'Asie, de l'Europe. Les profondes indentations de la mer Rouge et du golfe Arabo-persique donnent toute sa valeur à l'isthme qui, de tout temps, a été traversé par de grandes routes terrestres ou maritimes. Ces itinéraires sont toutefois constamment menacés, ils peuvent être éventuellement interrompus en un certain nombre de passages stratégiques (détroit d'Ormuz, de Bâb el Mandeb, canal de Suez, Bosphore)

La région vient de connaître un spectaculaire accroissement démographique

En 1970, on dénombrait 150 millions d'habitants, ils sont 340 en 2000. Au cours de cette période l'accroissement annuel constant a été de 3 %. Actuellement la fécondité recule partout mais en raison de la structure d'âge de la population, l'accroissement continuera et l'on dénombre sans doute 500 millions d'habitants en 2025. Dans un cadre naturel peu favorable, l'aridité domine : les déserts occupent plus de la moitié de l'espace, la steppe recouvre d'immenses superficies. Partout l'équilibre hommes-ressources apparaît précaire.

Le peuplement est inégalement réparti et, en outre, il est fort diversifié. Très souvent se pose en termes plus ou moins pressants la coexistence de groupes différents, antagonistes. Le fait minoritaire présente un double aspect. La diversité peut être religieuse avec à l'intérieur du monde musulman l'opposition entre sunnites et chiites. Il faut aussi compter avec la présence d'importantes minorités chrétiennes notamment dans l'aire arabe (Egypte, Syrie et dans une moindre mesure Irak et Palestine). La diversité peut être ethnolinguistique avec notamment la question kurde. Pendant longtemps la coexistence a été sans difficulté notamment dans le cadre de l'Empire ottoman, une construction à la fois multinationale et multiconfessionnelle. Ce n'est plus le cas aujourd'hui dans le cadre des nouveaux Etats nations créés au XXe siècle.

Un ensemble géopolitique particulièrement complexe, lourd de menaces qui peuvent se combiner à des degrés divers et variables selon les époques.

Une zone de conflits

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le Moyen-Orient est le théâtre d'innombrables conflits de nature diverse.

Depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, il existe une situation de crise permanente, de conflits intenses qui concernent avant tout le Proche-Orient (Israël et ses voisins immédiats) mais qui peuvent atteindre en certaines circonstances tout l'environnement régional

Jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique, le Moyen-Orient a été un des terrains d'affrontement entre les deux Grands. Tous les Etats de la région ont été concernés et l'opposition entre les régimes liés à Moscou et ceux qui sont liés à Washington a été très vive.

À cela s'ajoute les innombrables conflits frontaliers qui ont altéré les relations inter étatiques au cours des dernières années ainsi que les hégémonies régionales. Ces trente dernières années, les conflits les plus divers n'ont cessé d'ensanglanter la région. Les rivalités régionales se sont affrontées sur les rives du Golfe aux abondantes ressources pétrolières. L'Iran du Chah aspirant à devenir le « Japon du Moyen-Orient » tandis que l'Irak souhaitait en être la « Prusse » du monde arabe, ce qui conduit, en arrière-fond d'opposition sunnisme-chiisme à la meurtrière guerre entre les deux pays (1980-88). Au même moment, l'URSS tente d'imposer sa domination en Afghanistan (1979). Israël maintient l'occupation des Territoires d'où il tire l'eau dont il a besoin. Il faut aussi compter avec les innombrables oppositions ethniques ou régionales (sunnisme et chiisme, question kurde, litiges frontaliers).

Pour ne retenir que les plus importantes confrontations : la poursuite de l'affrontement israélo-palestinien qui a atteint le Liban de 1975 et de nos jours les territoires autonomes palestiniens ; la guerre Irak-Iran de 1980 à 1988, la guerre du Golfe en 1990-91 et les guerres d'Afghanistan...

Les enjeux pétroliers

L'essor pétrolier est récent et spectaculaire :

En 1962, trois pays du Moyen-Orient Koweït, l'Arabie, Iran ont mis sur le marché 308 millions de tonnes. De nos jours, l'éventail des pays producteurs s'est considérablement élargi et les quantités offertes ont quadruplé 1300 millions de tonnes de pétrole en 2000 (37 % du pétrole mondial) auxquels s'ajoute le gaz naturel qui prend une place qui ne cesse de grandir (164 milliards de m³ en 2000). Aux cinq grands producteurs qui continuent de jouer un rôle essentiel se sont ajoutés au cours des trois dernières décennies cinq nouveaux producteurs de petite ou moyenne envergure (Égypte, Qatar, Syrie, Yémen, Oman)

Le pétrole moyen-oriental dispose de 3 atouts essentiels

L'ampleur des réserves : les 2 /3 des réserves mondiales

La facilité d'extraction : les gisements sont peu profonds, au débit abondant. Le prix de revient du baril est le plus bas du monde

La flexibilité de la production.

L'idéologie islamiste.

C'est au Moyen-Orient que se situent les principaux foyers, les « sources de l'islamisme » avec dans le monde musulman sunnite les frères musulmans en Égypte, le wahhabisme en Arabie saoudite, et dans le monde musulman chiïte, l'islamisme iranien.

Au total, tous ces facteurs, de dimension régionale ou supranationale sont intimement liés, réagissent les uns sur les autres et sont à l'origine de nombreuses tentatives de recompositions territoriales. Le point de départ de notre analyse se place dans la période 1967-1970 pour une double raison :

Une justification géopolitique : la guerre des 6 jours (juin 1967) a d'importantes conséquences territoriales. Israël en occupant les territoires palestiniens contrôle désormais l'ensemble de la Palestine mandataire et le Golan syrien. Depuis 35 ans cette situation perdure et menace tout l'équilibre régional. En outre, dans le Golfe, la Grande Bretagne se retire et accèdent à l'Indépendance les territoires encore sous domination britannique du Koweït au Yémen du Sud.

Une justification économique : à la fin des années 60 s'affirme l'économie pétrolière à la fois avec l'augmentation de la production et l'amélioration de la rémunération des pays producteurs et l'apparition massive des pétrodollars au cours de la décennie 1970. L'économie pétrolière porte en elle les ferments d'une réelle restructuration régionale.

La mobilisation des eaux et la question alimentaire

Dans cette région où pèsent de très fortes contraintes naturelles en raison de l'aridité et où en même temps l'augmentation des hommes a été très sensible, l'intensification de l'agriculture est une priorité. À tort ou à raison, l'irrigation apparaît comme le seul moyen de parvenir à une amélioration de la production agricole. Tous les Etats de la région ont lancé de spectaculaires programmes en ce domaine. Des paysages ont été transformés, d'autres créés. En 30 ans, les superficies irriguées se sont multipliées.

Les interventions sont multiformes. Il peut s'agir d'une extension des procédés d'irrigation traditionnelle (Afghanistan, Iran, Turquie occidentale) ou de la construction de barrages avec aménagement de périmètres irrigués de quelques dizaines à plusieurs centaines d'hectares que l'on rencontre fort souvent dans tous les pays.

En plein désert arabe, l'exploitation sur une grande échelle des eaux fossiles de nappes profondes a permis de mettre en valeur par des pivots d'irrigation plus de 2 millions d'hectares (en 1990) pour produire essentiellement du blé destiné à la marche intérieure mais aussi un élevage ainsi que des fruits et légumes. L'exploitation a été si intense que déjà de sérieux rabattements des nappes peuvent être relevés et l'avenir d'une telle exploitation minière ne paraît pas assuré.

L'aménagement des grands fleuves est de tout autre envergure. Les steppes et déserts du Moyen-Orient sont traversés par des fleuves qui prennent naissance dans des régions plus humides et permettent d'apporter la vie dans de vastes espaces désertiques. Ils ont été l'objet d'aménagements importants et même spectaculaires. Depuis 1975, le haut barrage d'Assouan assure l'eau nécessaire à un pays de 68 millions d'habitants en 2000. Il a, ainsi, permis de doubler pratiquement les superficies irriguées, de fournir de l'énergie et de permettre la navigation sur le fleuve toute l'année avec comme effet direct le développement touristique de la vallée. Autres aménagements sur le Tigre et l'Euphrate. En aval, l'Irak a achevé l'équipement du fleuve entamé, il y a un demi-siècle. La Syrie a équipé la moyenne de la vallée de l'Euphrate à compter de 1975. La Turquie conduit actuellement un gigantesque

programme dans la partie orientale du pays dans les vallées amont du Tigre et de l'Euphrate. Le GAP (Gûneydogu Anadolu Projesi, 75 000 km²) permettra l'irrigation de 1700000 hectares grâce à 22 barrages ainsi que l'industrialisation de cette Turquie orientale très en retard. C'est aussi une tentative de répondre sur le plan économique à la revendication kurde.

Ces fleuves sont transnationaux et leur équipement oppose violemment les pays riverains entre eux. Partout se pose la question du partage de la ressource entre Etats riverains et, en ce domaine, le droit international encore balbutiant n'aide pas au règlement des conflits. Sur les bords du Nil, Assouan n'a en effet été qu'un ballon d'oxygène temporaire, il a accordé un répit de 30 ans à l'Egypte entre temps la population du pays a doublé ! L'avenir ne peut être assuré que par une extension des superficies irriguées avec la création d'une deuxième vallée du Nil et la mise en valeur des côtes du Sinaï. Les pays riverains et notamment l'Ethiopie qui fournit à hauteur de 80 % les eaux du Nil ne l'entendent pas ainsi. Ils ont leurs propres ambitions et ne souhaitent pas que l'Egypte consomme davantage d'eau que ce qui était prévu par l'accord égyptien-soudanais de 1959. La situation dans cette région risque de devenir très tendue dans les années à venir. La situation est aussi très conflictuelle sur les rives du Tigre et de l'Euphrate. La mise en valeur du GAP oppose violemment la Turquie et les pays arabes riverains d'aval qui n'acceptent la diminution du débit des deux fleuves que le projet entraîne inévitablement. Là encore l'avenir est lourd de menaces.

Sur les bords du Jourdain, le conflit pour l'eau est déjà engagé. Depuis la guerre des 6 jours et l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza Israël contrôle la totalité des eaux dont le pays a besoin. Pour plus des 2/3 de sa consommation Israël dépend de ressources situées à l'extérieur de ses frontières internationalement reconnues (celles de 1948) et le pays absorbe 80 % des ressources de la Cisjordanie !

Au total, au cours des trois dernières décennies, les superficies irriguées ont été multipliées par deux et pourtant, cet effort incontestable ne s'est pas traduit par une amélioration significative de la production agricole qui pourtant absorbe 90% des eaux disponibles. Les indispensables interventions d'accompagnement portant sur les structures agraires et foncières et sur l'environnement agricole ont été négligées ou inexistantes. La croissance démographique l'a emporté, l'agriculture est dépassée. Tous les Etats de la région à l'exception de la Turquie, sont placés en situation de dépendance alimentaire. Ils sont dans l'obligation d'importer chaque année de grandes quantités de biens alimentaires de base principalement des céréales et de la viande. 50 % de l'alimentation de base est achetée à l'extérieur en Egypte, 60 % en Irak, 30 % en Iran. C'est là incontestablement un élément de faiblesse sur l'échiquier mondial.

On ne peut être que pessimiste pour les années à venir. Les rapports alarmistes de la Banque Mondiale se multiplient et insistent sur la pénurie d'eau dans cette région qui rassemble environ 5 % de la population mondiale mais ne recèle que 1 % des ressources hydriques. Il est illusoire de poursuivre aux rythmes antérieurs la politique de mobilisation des eaux, faute de ressources. Devant l'inévitable augmentation de la demande, il n'existe qu'une solution : mieux utiliser la ressource dont on dispose, économiser l'eau éviter les gaspillages notamment dans le secteur agricole qui absorbe 90 % de la ressource.

Les effets induits par l'économie pétrolière

L'abondance des revenus tirés du pétrole caractérise les trois décennies passées. Ils n'étaient que de 4 milliards de \$ en 1970, avec le second choc pétrolier le maximum a été atteint avec 184 milliards de \$ en 1980. Après l'effondrement du contre-choc de 1986 (41 milliards de \$), ils fluctuent depuis quelques années autour d'une centaine de milliards.

L'exploitation de cette richesse fluctuante, dans un contexte géopolitique dangereux a été à l'origine de profondes mutations spatiales.

La sécurité des transports et le nouveau tracé des oléoducs

La région commercialise 82 % du pétrole extrait ce qui représente 50 % des quantités commercialisées dans le monde. La sécurité de l'acheminement est un enjeu de premier ordre aussi bien pour les Etats producteurs que les Etats consommateurs. Les nombreux conflits dont le Moyen-orient a été le théâtre ont conduit à d'importantes modifications des tracés des oléoducs terrestres à travers l'isthme ou des itinéraires maritimes par le canal de Suez ou le Cap de Bonne-Espérance.

Avant la guerre des Six jours (1967) la Méditerranée était la grande voie d'évacuation des hydrocarbures.

▮ Une partie du trafic était écoulé par des oléoducs vers les ports de Méditerranée orientale. L'un permettait l'évacuation des produits irakiens (depuis Kirkouk) à travers le territoire syrien vers le port de Banyas ou vers le port libanais de Tripoli. La production saoudienne était partiellement évacuée vers la Méditerranée (Saida au Liban) par l'intermédiaire de la Tapline (Transarabian pipe line) un oléoduc de 1700 km, ouvert en 1950 depuis Ras Tanura à travers l'Arabie, la Jordanie, la Syrie et le Liban.

▮ La majeure partie des hydrocarbures empruntait la voie maritime, le Golfe, la mer Rouge et le canal de Suez qui, à l'époque, était véritablement le canal de l'énergie.

Après la guerre des Six jours, le canal de Suez est fermé et une très forte tension règne dans la région. La Tapline et l'oléoduc irakien sont fermés respectivement en 1975 et 1976. L'Égypte tente de conserver une partie du trafic en construisant l'oléoduc de la SUMED qui permet le contournement du canal de Suez. Entre temps la voie maritime joue un rôle essentiel au cours des décennies 70 et 80. La " révolution des supers tankers " permet l'allongement de la route sans trop grever les coûts. La voie royale d'acheminement des hydrocarbures est celle du contournement de l'Afrique. Le Golfe et notamment le détroit d'Ormuz sont stratégiques. Le trafic pétrolier stimulé par l'augmentation de la production atteint jusqu'à 900 millions de tonnes-an (en incluant le pétrole iranien). Le détroit est fréquenté quotidiennement par 140 bâtiments et 53 % d'entre eux sont des pétroliers. Ce détroit long de 100 miles nautiques est bordé au nord par le littoral iranien, au sud par celui du sultanat d'Oman. Il est parsemé de nombreux îlots et le passage le plus étroit n'est que de 21 miles. Le trafic s'effectue entièrement à l'intérieur des eaux territoriales omanaises et le sultanat est en quelque sorte la « sentinelle du détroit ».

Au cours du conflit irako-iranien (1980-1988) une très sérieuse menace a plané sur le détroit d'Ormuz bien qu'à aucun moment le trafic pétrolier n'ait été interrompu. Tous les États -- producteurs et consommateurs- ont cherché à s'en affranchir.. Par ailleurs, la paix signée entre l'Égypte et Israël conduit à une réouverture très progressive du canal de Suez à partir de 1975. Une nouvelle géographie de l'écoulement des hydrocarbures s'inscrit au fil des années dans l'espace et la Méditerranée retrouve son rôle. De nouveaux oléoducs terrestres acheminent le pétrole soit vers la mer Rouge soit vers la Méditerranée.

▣ La « Petroline » (150 millions de tonnes) traverse la Péninsule d'est en ouest (1 200 km) et joint les champs pétrolifères saoudiens du Hasa à Yanbu sur la mer Rouge. Sur cette conduite se greffe une branche venant du sud de l'Irak. Les Koweïtiens songent également à utiliser cette voie pour une partie de leur transit (50 millions de tonnes). Le projet est de porter ses capacités à 225 millions de tonnes. Le pétrole emprunte ensuite le canal de Suez élargi et approfondi ou l'oléoduc de la SUMED

▣ L'oléoduc Irak-Turquie (1 100 km) permet l'évacuation du pétrole du Nord du pays vers la Méditerranée jusqu'au port de Dörtyol. Il a été ouvert en 1977 avec une capacité de 35 millions de tonnes, portée actuellement par doublement à 100. En outre, l'Irak, en construisant l'oléoduc stratégique à double sens qui relie ses champs pétroliers du Kurdistan et ceux de Bassora s'assure des débouchés interchangeables : l'un sur les rives méditerranéennes turques, l'autre sur l'étroite fenêtre dont il dispose sur le Golfe.

Actuellement, trois pays jouent un rôle essentiel dans l'acheminement pétrolier

▣ L'Égypte elle-même petit producteur- qui contrôle Suez (60 millions de tonnes) et l'oléoduc de la SUMED (120 millions de tonnes et on envisage même une liaison sous marine avec le port saoudien de Yanbu!).

▣ L'Arabie Saoudite dont les capacités d'évacuation terrestre vont sans doute être portées à quelque 300 ou 400 millions de tonnes. Producteur dominant, le royaume peut assurer la sécurité des écoulements des autres pays du Conseil de Coopération du Golfe (Koweït-Qatar-Emirats) et, éventuellement, d'une partie de celui de l'Irak.

▣ Par la Turquie transite en période normale plus de 100 millions de tonnes venus d'Irak et vraisemblablement davantage dans les années à venir puisque l'Iran songe aussi à des voies d'évacuation de ses hydrocarbures à travers le territoire turc. Par ailleurs transite déjà par le Bosphore du pétrole russe (1 million de tonnes-jour) et, peut-être dans un proche avenir, une partie du pétrole de la Caspienne et du Kazakhstan

L'Iran pour qui le seul débouché reste le Golfe, s'est affranchi de la sujétion d'Ormuz en équipant le grand terminal de Bender Abbas sur le golfe d'Oman.

Ainsi Ormuz a perdu une partie de son importance. La nouvelle géographie des flux pétroliers fait apparaître un nouveau clivage entre le Japon, l'Europe et les États Unis. Le vieux continent qui, en 1999, a acheté 190 millions de tonnes au Moyen-Orient devient tributaire de la mer Rouge et de la mer Méditerranée via Suez et la SUMED . Par contre les pays asiatiques qui achètent plus de la moitié de la production (en 1999 207 millions de tonnes pour le Japon, 300 millions de tonnes pour le reste de l'Asie) restent étroitement dépendants d'Ormuz. Les

Etats-Unis dont les achats –toujours en 1999-se sont élevés à 120 millions de tonnes seulement peuvent jouer sur les deux tableaux.

Urbanisation accélérée et chantiers du pétrole

Le pétrole a très nettement accéléré les processus d'urbanisation déjà engagés au Moyen-Orient.

Le pétrole a très nettement accéléré les processus d'urbanisation déjà engagés au Moyen-Orient où désormais les citadins (200 millions) comptent pour 60% de la population totale. Le phénomène est particulièrement net en péninsule Arabique où le taux d'urbanisation était de 20 à 25 % mais voisine 90 % actuellement. C'est en Péninsule que la polarisation urbaine induite par l'activité pétrolière est la plus nette. Ces villes récentes à l'américaine, jaillies du désert sont très nombreuses sur les rivages du Golfe (Koweït a plus de 1,8 million d'habitants, Abu Dhabi, Dubaï). En Arabie saoudite, l'armature urbaine est constituée de trois ensembles :

* La façade occidentale qui regroupe 25 % de la population du Royaume et abrite à la fois d'anciens organismes urbains, transformés (La Mecque, Taëf, Jeddah) et de nouveaux pôles industrialo-portuaires (Yanbu)

* La capitale Ryad (160 000 habitants en 1960, 3 millions actuellement) et ses villes satellites.

* Sur le Golfe la conurbation des villes pétrolières : Dammam, Dhahran

L'extraordinaire développement des infrastructures et équipements de toute nature est aussi une caractéristique de l'organisation spatiale.

Routes, aéroports, ports etc....

« Semer le pétrole ». Le projet d'industrialisation à partir du pétrole est loin d'avoir abouti.

La politique industrielle engagée a été fondée essentiellement sur la valorisation des hydrocarbures et le développement des filières pétrochimiques : industries du raffinage, pétrochimie de première phase (éthylène pour les plastiques et les textiles) et de deuxième génération génératrice d'une valeur ajoutée accrue : plastiques, détergents, fibres polyester, protéines pour l'alimentation humaine. Des usines d'engrais complètent la gamme pétrochimique tandis qu'en raison du bas prix de l'énergie, une industrie de l'aluminium a été implantée. Le secteur des industries de substitution est aussi actif et les développements les plus significatifs sont enregistrés dans le secteur des matériaux de construction et des biens de consommation courante.

Toutefois les contraintes sont telles que le processus d'industrialisation n'est pas poussé plus loin. Ces pays, riches en pétrole, n'ont pas su se positionner sur des créneaux exportateurs de produits manufacturés et évoluer vers la production d'une plus grande valeur ajoutée. La comparaison avec les pays d'Asie du Sud-Est qui, au même moment, ont réussi à enclencher des processus de développement pose question. Pourquoi n'y a-t-il de richesse que rentière et

commerciale ? Pourquoi les pays pétroliers n'ont-ils guère réussi à s'insérer de façon satisfaisante au sein de la division internationale du travail et à y faire évoluer des spécialisations ?

La mise en place d'un vaste espace migratoire

Les pays pétroliers de la Péninsule arabe sont peu peuplés en 1970 : pas plus de 14 millions d'habitants dont 6,3 pour le seul Yémen. Pour mener à bien l'exploitation pétrolière et surtout conduire les immenses chantiers d'infrastructures diverses et de travaux publics qui en découlent, ils ont dû faire appel massivement à des travailleurs étrangers. L'organisation de très vastes champs migratoires caractérisent les dernières décennies. Si dans un premier temps l'espace migratoire concernait essentiellement les pays arabes voisins (Égypte, Jordanie, Syrie, Palestine voire Soudan), ils se sont transformés. Les mouvements migratoires se sont étendus à l'Asie et désormais les Asiatiques de plus en plus nombreux (Pakistanais, Indiens, Philippins, Thaïlandais, Malais, Coréens) supplantent les Arabes. Actuellement, on estime - les statistiques en ce domaine très sensible restent secrètes- que quelque 10 millions de travailleurs offrent leurs services dans les pays pétroliers de la Péninsule (Yémen exclu). Les travailleurs étrangers comptent pour plus 40 % dans la population résidente.

1994	Population Résidente	Nationaux	Non Nationaux	% des non nationaux
Arabie	18 360 000	11 000 000	7 360 000	40,1
Koweït	1 516 000	756 000	760 000	50
EAU	1 878 000	640 000	1 238 000	65,7
Oman	2 108 000	1 478 000	630 000	29,9
Bahreïn	731 000	371 000	360 000	50,8

Qatar	509 000	140 000	450 000	76,2
Total Golfe	25 183 000	14 385 000	10 798 000	42,8

Les travailleurs étrangers dans les pays du Golfe : estimation de 1994

Si on ajoute à cette observation que plus de la moitié des exportations du Moyen-Orient destinées à des pays asiatiques/ 500 M. de tonnes en 1999 à part égale pour le Japon et le Sud Est asiatique) on peut avancer qu'il y a une sorte « **d'asiatisation** » du Moyen-Orient, autrefois présenté comme une périphérie plus ou moins somnolente de la Méditerranée.

Les nuances régionales

La dépendance à l'égard de la rente pétrolière, si elle est générale, touche cependant les pays de la région de façon très différenciée. Il faut distinguer les pays de la Péninsule et l'Irak dont on peut estimer que l'organisation spatiale dépend, on l'a vu, essentiellement des impératifs de l'économie pétrolière et les autres pays où il faut tenir compte d'autres facteurs bien souvent préexistants.

En Iran, le développement du pays continue de dépendre des revenus pétroliers qui constituent 97 % des recettes d'exportation. Mais d'autres dynamiques font contre-poids à cette logique pétrolière. La géographie de l'Iran est aussi déterminée à l'intérieur par le rôle des grandes métropoles urbaines et les possibilités d'échanges avec les pays voisins. Téhéran concentre l'essentiel d'une industrie relativement diversifiée qui ne dépend pas exclusivement des ressources en hydrocarbures. La meilleure insertion de l'Iran dans sa région, les conséquences de la guerre Irak-Iran, l'ouverture des frontières nord font apparaître de nouvelles tendances dans l'organisation de l'espace iranien. Une translation semble s'opérer entre le Sud-Ouest pétrolier et proche du monde arabe et le Nord où Meched affirme sa fonction de métropole aux portes de l'Asie Centrale de civilisation persane. L'Iran ne peut se désintéresser de la recomposition territoriale de cette région, sans qu'il faille pour autant surévaluer son rôle

En Turquie, le rôle de l'économie pétrolière est beaucoup moins déterminant. L'implication turque dans le Moyen-Orient est avant tout liée au contrôle des eaux du Tigre et de l'Euphrate et à la question kurde. L'avenir de la Turquie semble davantage européen (rôle de la migration dirigée uniquement vers l'Europe, espoir d'intégration dans l'Union) que moyen-oriental. En

outre, depuis 1970, la Turquie ne peut se désintéresser de l'évolution des pays caucasiens et d'Asie Centrale où les turcophones sont nombreux.

Enfin les situations de guerre, et de leurs destructions concernent une partie non négligeable du territoire moyen-oriental.

Tensions et conflits : le prix à payer

Après 30 ans d'affrontements, une évidence s'impose : les statuts territoriaux n'ont pas bougé. Les frontières sont restées inchangées en dépit des revendications territoriales. Les États Nations l'ont emporté sur les aspirations des peuples. La question kurde n'a guère évolué. La création de l'État palestinien après 35 ans d'occupation israélienne est plus incertaine que jamais.

Par contre sur le plan économique, le prix à payer est énorme. Les destructions de toute nature sont colossales. L'Iran et l'Irak après leurs conflits meurtriers ont enregistré des reculs de 10 ou 20 ans. En Iran, le produit brut par habitant de 1988 est tombé au niveau de 1967. Le Liban est sorti exsangue de la guerre civile, la Palestine, isolée, enclavée est ravagée. Les territoires kurdes ont connu d'importantes destructions.

Partout les dépenses d'armement sont considérables. La région fournit le financement de l'une des plus importantes courses aux armements de la période contemporaine. Bien que comptant seulement 4 à 5 % de la population mondiale, les États de la région assurent, au début des années 1980, 8 % des dépenses mondiales d'armement. Après la guerre du Golfe, les achats d'armement ont considérablement progressé dans tous les pays de la région. Les grands conflits sont l'occasion de dépenses colossales. La guerre Irak-Iran a été ruineuse, on l'a vu, pour Bagdad. La guerre du Golfe, entièrement financée par les pétromonarchies a fait fondre une partie importante des pétrodollars détenus par les États du Golfe. Le coût de la guerre et des destructions qu'elle a entraînées a été estimé à 135 milliards de dollars pour le Koweït (y compris la reconstruction), 80 pour l'Arabie et entre 200 et 350 milliards pour l'Irak. Les bilans des différents affrontements israélo-arabes ont été particulièrement lourds. L'Égypte a enregistré la destruction presque totale de la zone du canal avec ses nombreuses installations et des dizaines de milliers de logements, un manque à gagner après la fermeture du canal de Suez entre 1967 et 1975 de l'ordre de 6 à 7 milliards de \$. 10 % du bâti de Beyrouth a été détruit à cours de l'opération Paix en Galilée conduite par Israël en 1982. En Syrie, la plupart des usines ont été affectées par les bombardements de 1973.

Les marques d'opulence si caractéristiques des années 70 s'estompent. L'Arabie Saoudite est un pays qui a été riche! L'Arabie saoudite, endettée comme beaucoup d'autres pays doit désormais définir une nouvelle politique de développement.

En dépit de la richesse pétrolière, le PIB régional ne représente plus que 3,2 % du PIB mondial alors que le Moyen-Orient abrite 5,6 % de la population mondiale. Dans la globalisation actuelle, le recul est incontestable sur l'échiquier économique mondial. Parmi les grands ensembles régionaux que distinguent les organismes internationaux, le Moyen-Orient est en perte de vitesse. La croissance se classe en avant dernière position avant certes

l'Afrique subsaharienne mais en très net décroissement par rapport à l'Amérique latine ou à l'Asie du Sud-Est. À la fin des années 70, le Moyen-Orient participait à hauteur de 9 % à l'échange mondial, sa part est réduite aux environs de 4 %. En 1998, dans un commerce mondial évalué à 11 000 milliards de \$, le Moyen-Orient ne participe qu'à hauteur de 300 milliards moins de 3 %. Le recul est spectaculaire.

La perte d'influence et d'autonomie politique semble évidente : la région est « sous influence ». Les facteurs externes aujourd'hui déterminants rendent toute tentative de construction spatiale bien aléatoire. Le Moyen-Orient se trouve en très nette perte de vitesse dans les processus actuels de globalisation. Ainsi , en 2000, c'est bien l'image d'un Moyen-Orient éclaté qui s'impose : celui-ci n'est guère plus « qu'une simple expression géographique »